

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 9 octobre 2026

Mail reçu de CAPJPO-Europalestine.

À Paris, à l'appel de nombreuses organisations, la manifestation aura lieu ce samedi 10 octobre au départ à 14h de la Place de la République jusqu'à la Place du Châtelet, en passant par la Place de la Bastille.

En complément, trop tard à titre d'info.

France : la justice a suspendu l'interdiction d'une manifestation d'Urgence Palestine à Paris. - Agence Anadolu 7 octobre 2026

Le tribunal administratif de Paris a suspendu mercredi l'interdiction d'une manifestation organisée par le collectif Urgence Palestine, autorisant ainsi la tenue du rassemblement prévu dans la soirée dans la capitale française.

Le préfet de police de Paris, Patrice Faure, avait interdit mardi la manifestation à la demande du ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, invoquant des «*risques importants de troubles à l'ordre public*».

Les juges ont toutefois estimé que les slogans cités pour justifier l'interdiction, bien que «*parfois polémiques*», n'excédaient pas les limites de la liberté d'expression.

Ils ont également relevé que le dispositif d'encadrement prévu, composé de douze personnes pour une soixantaine de manifestants attendus, ne nécessitait pas une mobilisation exceptionnelle des forces de l'ordre justifiant l'interdiction.

Urgence Palestine a salué la décision, la qualifiant de «*désaveu pour le gouvernement et pour Laurent Nuñez*», et réaffirmé que manifester pour les droits des Palestiniens constitue «*un droit fondamental*».

Faisons l'idiot. Comment se fait-il qu'un macroniste se présente à la primaire sociale-démocrate (impérialiste) pour la présidentielle ?

Lors du premier tour de cette primaire, selon Olivier Faure (PS) sur franceinfo, un candidat défendrait "*une option centriste*", un macroniste en somme, vous aurez reconnu Raphaël Glucksmann, ce qui signifie qu'il est compatible avec le PS, et que s'il l'emportait, il aurait le soutien du PS, on est bien d'accord. Allons plus loin.

Outre cet aveu, cela signifie aussi que cette candidature "*centriste*" n'aurait pas existé si le PS n'avait pas cessé de soutenir Macron et de partager son orientation politique, la candidature de Glucksmann n'est pas tombée du ciel, il a bien fallu une collusion d'intérêts entre le PS et Place publique pour qu'elle soit rendue possible. (Source : BFMTV 8 octobre 2026)

« Il reçoit des antisèches sur son portable »... Ségolène Royal accuse Glucksmann de tricherie au débat de la primaire - 20 Minutes 8 octobre 2026

Lors du premier débat de la primaire sociale-démocrate, qui s'est tenu le 24 septembre sur LCI et Le Parisien : « *[Raphaël Glucksmann] a un portable sur le pupitre et il reçoit des antisèches, alors que c'est interdit au bac. Même les lycéens n'ont pas le droit au portable et lui est dans une dynamique pour l'élection présidentielle et il reçoit des antisèches sur son portable.* »

« *Le gars prétend tenir tête à Poutine, mais il a des antisèches sur son portable* », insiste-t-elle. Mais est-ce vraiment interdit dans le cadre d'un débat politique ? Les règles semblent plutôt édictées en fonction des médias, si on en croit la suite des propos de Ségolène Royal. « *Au deuxième débat [diffusé le 1er octobre sur France et France Inter], on a dit que ce n'était plus possible et les portables ont été interdits à cause de ça. Ce n'est pas possible de tricher lors d'une primaire* », martèle-t-elle.

Pour le troisième et dernier débat, organisé le 4 octobre sur BFMTV, la candidate du PS assure que son adversaire « *avait demandé le rétablissement du portable au 3e débat* ». Mais, poursuit-elle, « *il n'a pas osé le prendre parce que j'étais à côté de lui* ». 20 Minutes 8 octobre 2026

Votre futur président de la République néoconservateur s'adresse à vous, tout un programme : La réaction sur toute la ligne va continuer, s'amplifier.

J-C – Lu : Edouard Philippe semble déjà se projeter dans un duel de second tour de l'élection présidentielle. "*Je propose ce chemin d'un rassemblement de la droite et du centre, et peut-être, le moment venu, au-delà*", a-t-il mis en avant, sans terminer sa phrase.

Ce qu'il faut retenir de l'interview d'Edouard Philippe dans l'émission "*L'Heure de vérité*" sur France 2 - FranceInfo 8 octobre 2026

Le rendez-vous était important pour Edouard Philippe. Le patron d'Horizons, qui espère toujours s'imposer comme le candidat unique du bloc central lors de l'élection présidentielle, était l'invité, jeudi 8 octobre sur France 2 du premier numéro de l'émission ressuscitée "*L'Heure de vérité*".

Dès son arrivée à l'Elysée, où il ne compte pas vivre, l'ancien Premier ministre prévoit de présenter une vingtaine d'ordonnances lors d'une session extraordinaire en juillet 2027 au Parlement.

Edouard Philippe a aussi assumé qu'il proposerait "*des efforts*" aux Français car il est "*convaincu que si on veut s'en sortir, il va falloir qu'on travaille tous un peu plus*". Il veut que les Français "*travaillent plus pour gagner beaucoup plus*" en faisant en sorte que les heures supplémentaires soient défiscalisées et moins soumises à cotisations pour les employeurs.

Interrogé sur la question du pouvoir d'achat des Français, Edouard Philippe propose de "*travailler (...) deux heures de plus par semaine*", pour un gain de "*1 000 euros de plus par an*". "*Ce n'est pas*

négligeable quand on est au smic", a-t-il dit. L'équipe d'Edouard Philippe met en avant : "Edouard Philippe donnera aux entreprises la liberté de fixer elles-mêmes leur temps de travail par accord. (...) Si une entreprise trouve un accord pour élever sa durée du travail au-dessus de 35 heures, toutes les heures travaillées au-dessus de 35 heures seront défiscalisées et exonérées de cotisation."

Le candidat à la présidentielle souhaite aussi *"revoir totalement le système des allocations familiales" : "notre nation a besoin d'accompagner ceux qui font des enfants."*

"Je n'ai aucune envie d'être brutal avec les lycéens. Il y a dans le pays des forces politiques qui ont mobilisé, accentué, instrumentalisé ce mouvement : la France insoumise et les forces qui gravitent autour", affirme Édouard Philippe.

Le candidat Horizons est revenu sur la réforme des retraites qu'il souhaite mettre en place s'il est élu et qu'il avait dévoilée fin septembre. Edouard Philippe avait ainsi proposé *"de porter progressivement la durée de cotisation à quarante-cinq ans et l'âge de départ à 65 ans pour les Français qui le peuvent"*. Concrètement, il souhaite reprendre la réforme de 2023 d'Elisabeth Borne, suspendue en 2025, et la prolonger pour atteindre ces deux objectifs en moins de dix ans.

"Si on veut équilibrer le système des retraites et si on veut préparer la retraite de ceux qui travaillent aujourd'hui, (...) on doit équilibrer le système en travaillant un peu plus longtemps et en mettant en place un système de capitalisation", a-t-il argumenté.

"Il faut remettre nos comptes en ordre", a martelé Edouard Philippe, qui a fait de cette expression un mantra de sa campagne.

Le maire du Havre souhaite réformer l'assurance chômage pour réduire la durée d'indemnisation de dix-huit à douze mois. Il entend aussi réorganiser les agences de l'Etat et souhaite ne renouveler, durant son quinquennat, que deux départs sur trois concernant les 750 000 départs à la retraite prévus dans la fonction publique.

"Je ne veux pas la guerre avec la Russie et la Russie, je crois, ne veut pas la guerre avec l'Otan", a assuré Edouard Philippe, à propos de la guerre en Ukraine. *"Aider l'Ukraine dans sa défense pour sa souveraineté, contre l'agression russe, c'est aider les intérêts de la France, parce que ça nous permet d'éviter que la Russie fasse peser sur nous une pression",* a-t-il défendu à plusieurs reprises. *"Un jour, nous reparlerons avec la Russie",* a-t-il aussi prédit.

A propos des massacres dans la bande de Gaza, *"il faut dire ce qui se passe là-bas. Le 7-October a été une opération terroriste, guerrière, le plus grand pogrom qu'on ait connu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale". "La réponse de l'Etat d'Israël à cet acte scandaleux est un carnage effroyable. Je ne crois pas que ce soit un génocide",* estime l'ancien Premier ministre.

"Donald Trump est d'une brutalité extrême, dans les mots et dans les décisions", a aussi estimé Edouard Philippe, parlant d'une *"relation dégradée"* avec les Etats-Unis. Mais, a-t-il nuancé, *"ils sont toujours nos alliés"* et il faut donc continuer *"à discuter"* avec le dirigeant américain. *"Nous avons des désaccords majeurs en ce moment"* avec Israël, a poursuivi Edouard Philippe à propos de la guerre au Moyen-Orient, sans pour autant vouloir dénoncer les relations commerciales avec l'Etat hébreu. FranceInfo 8 octobre 2026

Une majorité de Français approuve le mouvement des lycéens, près de trois sur quatre jugent leurs revendications légitimes - BFMTV 7 octobre 2026

Selon un sondage Elabe pour BFMTV, 55% des Français approuvent la mobilisation des lycéens et 72% estiment leurs revendications légitimes. Mais ils sont plus partagés quant à la suite à donner au mouvement.

France. Les médias non plus n'ont pas besoin d'instructions pour adopter l'idéologie de la classe dominante ou servir le régime.

Colère lycéenne: Sébastien Lecornu assure que "les forces de l'ordre n'ont pas pour instruction d'affronter les lycéens" - BFMTV 7 octobre 2026

J-C - Il en va ainsi des élites en général, de tout travailleur dont la fonction contribue au maintien du régime en place, ensuite tous ceux qui bénéficient d'un statut social supérieur, car ils auront tendance naturellement à pencher du côté de l'ordre établi avec lequel s'identifient leurs privilèges ou leurs intérêts.

Ils savent quoi penser sans même qu'on leur dise ou qu'ils aient besoin de l'apprendre, parce qu'ils sont déjà sous influence, très souvent depuis leur naissance. Tout le monde feint de l'ignorer, l'état d'esprit des générations actuelles est lamentable, mais aussi celles du passé récent.

Le 8 octobre 2026.

Des blocages en cours à Paris, Nantes ou Lyon notamment.

Alors que cette journée du jeudi 8 octobre signe "l'acte 4" de la mobilisation, l'Union syndicale lycéenne et l'Union étudiante appellent à former de nouveaux cortèges dans la capitale et dans d'autres villes. Plusieurs syndicats de l'Education nationale, dont le Snes-FSU, la CGT et FO, ont décidé de grossir les rangs car "le gouvernement n'a toujours pas répondu aux attentes des lycéennes et des lycéens". Pour "l'acte 3" mardi, entre 266 000 et 450 000 manifestants avait défilé dans tout le pays.

Selon le ministère de l'Education nationale, "94% des établissements scolaires sont ouverts, soit totalement, soit partiellement". Jeudi matin, "224 établissements connaissent une fermeture totale, et 151 rouvrent partiellement", selon les chiffres prévisionnels du ministère de l'Education nationale. "La baisse se poursuit, avec encore environ 30% d'établissements concernés en moins par rapport à hier à la même heure."

Environ 200 étudiants de l'Ecole normale supérieure de Lyon se sont réunis en assemblée générale hier pour décider du blocage de leur établissement, raconte France 3 Auvergne-Rhône-Alpes. Ils veulent rejoindre la contestation lancée par les lycéens contre le manque de moyens dans l'Education nationale.

Le Premier ministre a déclaré que « *les premières décisions du gouvernement seront présentées à la fin du mois d'octobre* » afin de répondre à la crise, autrement dit, il joue la carte du pourrissement. FranceInfo 8 octobre 2026

"Arrêtez ! Reculez !" : les images de Bally Bagayoko s'interposant entre lycéens et forces de l'ordre à Paris font le tour de la presse internationale - BFMTV 8 octobre 2026

Les images de Bally Bagayoko tentant de calmer les tensions entre des jeunes manifestants et les forces de l'ordre lors du cortège parisien du 6 octobre ont fait le tour du monde. Le maire insoumis a pris la parole dans plusieurs médias pour raconter ce moment devenu viral.

Très engagé aux côtés des lycéens depuis le début de leur mobilisation, le maire de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) Bally Bagayoko est désormais devenu un symbole du soutien de la contestation française à travers le monde.

L'élus a été aperçu mardi 6 octobre dans la manifestation parisienne qui a réuni des milliers de personnes. Mais alors que des tensions ont commencé à apparaître entre des jeunes manifestants et les forces de l'ordre, l'édile LFI s'est dressé entre les deux groupes et a tenté de calmer la situation. "*Arrêtez! Reculez! Arrêtez de pousser!*", a-t-il crié au milieu des bousculades et alors que les policiers avançaient vers les jeunes.

"*Ils ont décidé de charger et de s'en prendre aux lycéens, dont la plupart n'ont montré aucune agressivité quelle qu'elle soit envers les agents de polices*", a raconté Bally Bagayoko à Reuters.

Cette image d'un élu de la république française au milieu des heurts n'a pas manqué de faire réagir au-delà de nos frontières. El Mundo décrit un homme devenu une "*icône de la révolte étudiante*" après ces bousculades. CNN parle d'un maire qui a "*utilisé son corps comme bouclier pour protéger les étudiants de la police anti-émeutes*".

Auprès de CNN, Bally Bagayoko estime aussi que la police s'est "*contenue*" après l'avoir "*identifié*", bien qu'il ne portait pas son écharpe d'élus à ce moment-là. En regardant la vidéo virale, il a tenu à saluer également la façon dont les jeunes "*n'ont pas répondu*" aux pressions de la police. "*Je ne me suis pas senti en danger*", assure le maire insoumis auprès du média américain.

Les images ont été reprises également par le portail d'actualités brésilien G1, le média britannique BBC, le média digital argentin El Canciller, la télévision saoudienne Al-Arabiya ou encore la chaîne péruvienne Teledos.

"*Les appels à la désescalade n'ont pas pris*", déplore Bally Bagayoko

Finalement, après ce moment de tension, les forces de l'ordre ont décidé de disperser le groupe. "*À un moment donné, il y a un jet de bombes lacrymogènes*", se souvient Bally Bagayoko dans son entretien avec Reuters. "*On est tous là, asphyxiés là-dedans. On se retrouve à avoir des policiers nationaux qui en fin de compte ont reculé, mais qui étaient à deux doigts en réalité d'en découdre avec les lycéens qui étaient présents*", dénonce-t-il.

"*Il y a ce côté agacé de constater que tous les appels à la désescalade en fin de compte n'ont pas pris, parce que ceux qui sont ici sont déterminés, ont envie d'en découdre avec ces lycéens qui sont mineurs pour une grande partie d'entre eux*", poursuit Bally Bagayoko.

Là encore, les images du maire qui reçoit des gouttes de solution saline dans les yeux après avoir fait face aux gaz lacrymogènes ont fait le tour du monde. La vidéo de l' élu se faisant soigner a été reprise par le média italien La Stampa, la version anglaise d'Al Jazeera mais aussi la version chinoise de la BBC.

Même le média américain TMZ, qui traite l'actualité des stars, a repris les images du maire sur X, accompagnées par ailleurs d'un emoji cœur.

Les photos et vidéos de ce moment ont aussi été reprises par des comptes sur les réseaux sociaux très populaires auprès des jeunes du monde entier, comme Pop Base, un compte X américain d'actualités et de divertissement, généralement sur la pop culture, les tendances du moment et les célébrités.

Pour voir la courte vidéo :

<https://fr.news.yahoo.com/arretez-reculez-images-bally-bagayoko-071524092.html>

Le 9 octobre.

Ecole du Louvre, Université Paris-Panthéon-Assas... Les premières actions de blocage ont repris à l'aube, vendredi 9 octobre, notamment dans la capitale. L'annonce du gouvernement d'affecter "3 000 professeurs remplaçants dans les heures qui viennent" n'a pas calmé les choses. "C'est le minimum", réagit sur franceinfo Marius Mesnil, co-secrétaire général de l'Union syndicale lycéenne, le mouvement "n'est toujours pas écouté sur le reste de [ses] revendications", comme un plan d'urgence sur le bâti scolaire, "l'abolition de Parcoursup" ou encore la "refonte de la démocratie lycéenne" et des rythmes scolaires.

Une nouvelle journée de mobilisation prévue mardi. L'intersyndicale étudiante et professionnelle appelle à une nouvelle journée de mobilisation et de grève, mardi 13 octobre. "Tant qu'on n'aura pas 10 milliards sur la table, on continuera à se mobiliser", a affirmé Sabine Kharbach, porte-parole de l'Union étudiante.

Lycéens et étudiants ont une nouvelle fois manifesté. Plus de 130 000 manifestants ont été recensés en France par la CGT, jeudi. Le ministère de l'Intérieur a pour sa part décompté 71 500 personnes dans les rues, dont 24 500 à Paris.

Plus de 500 interpellations. Au total, 504 personnes ont été interpellées jeudi, a annoncé le ministère de l'Intérieur, qui note "une augmentation des violences urbaines". Près de 50 policiers et gendarmes ont par ailleurs été blessés. FranceInfo 9 octobre 2026

Colère des lycéens: le ministre de l'Éducation annonce l'arrivée de 3.000 professeurs remplaçants dans les établissements les plus en difficulté - BFMTV 9 octobre 2026

Le ministre de l'Éducation nationale Édouard Geffray annonce, ce jeudi 8 octobre sur TF1, que 3.000 professeurs remplaçants vont être affectés dans les établissements se trouvant dans des situations "très problématiques". BFMTV 9 octobre 2026

D'après les chiffres du service statistique du ministère de l'Education nationale, la DEPP, les lycéens en formation générale et technologique n'ont jamais été aussi nombreux par classe. Selon le rapport, ils sont désormais 30,2 en moyenne, en comptant les établissements publics et privés sous contrat.

Pour ne rien arranger à la colère actuelle, le ministre de l'Education, Édouard Geffray, a annoncé que le budget 2027 prévoyait la suppression de 1.588 postes d'enseignants titulaires, dont 1.250 dans l'enseignement public, 1er et 2nd degrés confondus, sans détailler davantage. 20 Minutes 8 octobre 2026

Ils réclament le droit de tuer des lycéens. Et Le Pen ou le parti de la police.

Des policiers se retournent contre Macron et le gouvernement - RT 8 oct. 2026

Après le drame de Lens, où un lycéen de 15 ans a perdu une main, le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez a suspendu l'usage des grenades assourdissantes dans le cadre du mouvement lycéen. Cette décision a provoqué la colère des forces de l'ordre, qui se sentent désarmées face aux violences.

Axel Ronde, président national de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) Police, a immédiatement réagi sur X : « *Nous proposons l'arrêt des opérations de maintien de l'ordre. Le droit de retrait, vu les risques d'être blessé sans pouvoir riposter. Au vu de la position du Syndicat des magistrats qui nous accusent de répression, nous demandons ce droit de retrait également.* » (Quand la nature profondément humaniste du syndicalisme chrétien ressort !- J-C)

Marine Le Pen a renchéri en affirmant que le chef de l'État est « *toujours du côté qui consiste à taper sur la police* ».

Depuis le début de la mobilisation, l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a ouvert 18 enquêtes sur d'éventuels excès, dont des tirs de lanceurs de balles de défense (LBD) et l'incident de Dunkerque, où un 4x4 de police a foncé vers des manifestants.

Toutefois, plusieurs de ces procédures n'ont abouti ni à des sanctions ni à des mises en examen concrètes, laissant un sentiment d'impunité ou d'inachèvement chez les parties.

Belgique.

En Belgique, la décision radicale de la ville de Liège face aux violences du mouvement lycéen - HuffPost 8 octobre 2026

La ville de Liège a décidé d'interdire les rassemblements de plus de trois personnes à compter de ce jeudi 8 octobre, après de nouvelles violences et dégradations survenues en marge du mouvement ce mercredi, qualifiées d'« *extrêmement graves* » par le ministre de l'Intérieur.

Sauf exceptions ou autorisations spécifiques, *« les rassemblements de plus de trois personnes sur la voie publique ou dans les lieux publics sur le territoire de la ville sont interdits »*, stipule une ordonnance de police rendue publique par la municipalité.

Espagne.

J-C - Ils sont prêts à nous vendre aux plus offrants ! De l'autre côté du monde, je vis en Inde.

Espagne: les syndicats appellent à la grève générale le 11 novembre, pour le logement et les salaires - AFP 8 octobre 2026

Les principaux syndicats espagnols ont appelé mercredi à la grève générale le 11 novembre pour faire avancer leurs revendications sur le logement et les salaires avant les élections législatives anticipées du 29 novembre.

L'UGT et le CCOO ont exhorté la population à *"se mobiliser pour de meilleurs salaires, pour un logement décent et pour des mesures de contrôle des prix face à une inflation qui mine notre pouvoir d'achat"*. AFP 8 octobre 2026

Etat juif d'apartheid.

Israël confronté à une crise de santé mentale depuis le 7 octobre - Dw.com 7 octobre 2026

Selon un rapport du Contrôleur général de l'Etat israélien, datant de février 2025, environ 39 % de la population israélienne a déclaré souffrir de symptômes post-traumatiques, de dépression, d'anxiété ou d'une combinaison des trois, à un niveau modéré ou grave.

Cela représente environ trois millions de personnes, dont 600 000 pourraient souffrir gravement. Toutefois, le rapport a également révélé que le nombre de personnes bénéficiant d'un traitement en santé mentale n'avait augmenté que de 1 % depuis le 7 octobre 2023, soit une différence d'environ 60 000 personnes.

J-C - Normal, ils étaient déjà mentalement atteints avant le soulèvement armée légitime du peuple palestinien !

Un autre mentalement déséquilibré. Vous ne pourriez pas le garder chez vous ?

Trois ans après le 7-Octobre, Jean-Noël Barrot en Israël pour rendre hommage aux victimes - euronews 7 octobre 2026

Arabie saoudite

Trois morts dans des attaques houthies contre des aéroports, les rebelles appellent «pour la dernière fois» à éviter l'Arabie saoudite - RFI 8 octobre 2026

Après avoir revendiqué des tirs de missiles et de drones contre l'aéroport international de Riyad et celui d'Abha, dans le sud-ouest du royaume, ils ont annoncé jeudi 8 octobre avoir de nouveau visé l'aéroport King Khalid de la capitale saoudienne, réitérant « *pour la dernière fois* » leur appel aux compagnies aériennes à éviter le pays.

Deux femmes, de nationalités marocaine et algérienne, ainsi qu'un ressortissant soudanais ont péri et 36 autres personnes ont été blessées mercredi, certaines grièvement, selon la Direction générale de l'aviation civile saoudienne. Il s'agit des premières victimes mortelles recensées sur le territoire saoudien depuis la reprise des hostilités en juillet.

Ghana.

Le Ghana va déposer une demande d'adhésion aux BRICS - RT 7 oct. 2026

Le Conseil des ministres ghanéen a approuvé la décision de déposer une demande d'adhésion aux BRICS. Le chef de la diplomatie Samuel Okudzeto Ablakwa a présenté cette démarche comme un moyen de diversifier les partenariats économiques et diplomatiques du pays. Selon lui, Accra a sollicité le soutien de l'Inde pour sa candidature. RT 7 oct. 2026